

Assemblée de rentrée Presse en régions

Plan filière 2020-2025 ou comment dégraisser avec les millions de l'État ?

Malgré les contraintes dues à la Covid, élus et salariés syndiqués (employés, cadres, ouvriers et journalistes) de la grande majorité des titres PQR-PQD-PHR* se sont retrouvés à Montreuil ces 26 et 27 août 2020. Il s'agissait de faire le point sur les négociations en cours à propos de la convention collective et du plan de filière présenté par l'Alliance, lobby des patrons de presse.

Qu'est-ce que le plan filière voulu par les patrons ?

Sous prétexte de la baisse des tirages et de l'érosion des ventes papier, les patrons se sont organisés pour élaborer un plan de restructuration des imprimeries de presse 2020-2025. Le but ? Mettre les plus de 55 ans à la porte avec l'argent de l'État. Comment ? En fermant un tiers des centres d'impression pour concentrer et regrouper les équipes. La casse sociale serait lourde, 60 % de départs potentiels, puisque ces fermetures concerneraient 2 633 emplois (licenciements, mutations forcées et reconversions imposées).

Autrement dit, sous couvert de vouloir défendre une information de qualité, « *élément indispensable à la démocratie* » selon eux, ce plan ressemble fort à une autorisation de licencier avec de l'argent public. En surfant sur la vague opportuniste de la transition écologique, alors même que des journaux comme *La Voix du Jura* (groupe Publihebdos) sont imprimés en Espagne, on peut s'étonner que ce plan brandisse l'argument environnemental.

Pour ce qui concerne la "massification" des centres d'impression souhaitée par les éditeurs et les nouvelles organisations de travail que cela va impliquer, l'engagement de ne pas recourir à l'externalisation du travail et à réintégrer les travaux dans nos imprimeries devient un préalable incontournable.

Aujourd'hui, ce plan vise l'ensemble des métiers de l'imprimerie et du prépresse, mais il ébranlera dans la foulée toute la filière de la presse et les métiers qui vont avec : administratifs, journalistes, commerciaux, animateurs des ventes... Cette saignée annoncée amène la question suivante : comment faire croire au maintien de la qualité de nos titres avec moins de moyens et d'effectifs ?

Oui, les ventes papier baissent et le web ne compense pas tout. Mais avec ce plan filière, les patrons se contentent de regarder le bateau couler et abandonnent peu à peu l'info locale, qui est pourtant l'ADN et le fonds de commerce des journaux en région. Comme toujours, ils se contentent d'user (et d'abuser) d'une stratégie économique éculée qui consiste toujours à faire rimer perte d'argent avec licenciements. Alors qu'il faudrait miser sur l'investissement et la défense de la qualité.

Nos revendications

Au sujet des négociations engagées sur la nouvelle convention collective, l'assemblée, qui a renouvelé sa confiance au groupe de travail fédéral et à sa délégation, approuve la ligne revendicative défendue par la Filpac ces derniers mois face au lobby patronal de la presse régionale. Sur ce point, les délégués de la presse en région donnent mandat à leurs représentants pour continuer à revendiquer une convention collective de haut niveau, construite sur une réelle égalité femme-homme et prenant en compte la pénibilité de nos métiers. Ils ont également insisté sur le besoin d'harmoniser les jours de repos et les congés payés dans les différentes entreprises de presse sur l'ensemble du territoire, réclamant une sixième semaine de congés payés conventionnels.

Quant aux premières discussions avec l'Alliance sur le plan de filière, tous les syndicats présents ont insisté sur l'importance d'une négociation nationale avant tout début de négociation dans les entreprises. De même, avant une éventuelle signature, par la Filpac, de l'accord-cadre et de l'accord EDEC l'accompagnant, les délégués de la presse devront impérativement être informés des projets industriels qui les concernent.

Pour la CGT Presse en région, les négociations devront aborder tous les sujets et une convention collective de haut niveau devra être négociée préalablement au plan de restructuration afin de préserver l'avenir des plus jeunes.

Les délégués ont décidé de mandater la fédération et les négociateurs du groupe de Presse en régions pour :

- Rencontrer notre ministère de tutelle afin de savoir ce qu'il attend de ce plan et apporter nos revendications pour l'avenir d'une presse écrite pluraliste, libre et garante de la démocratie ;
- Réaffirmer auprès des patrons que notre fédération ne signera aucun plan de filière tant que la négociation sur une nouvelle convention collective de la presse en régions n'aura pas abouti ;
- Obtenir par accord que le plan de filière garantisse une réelle modernisation pour assurer un avenir à la presse et à ses emplois et en aucun cas ne se résume à la mise à disposition d'une manne financière utilisable par les entreprises sans conditions ;
- Aller durant tout le mois de septembre à la rencontre des salariés et élus des titres de presse en régions afin d'échanger et les informer (les premières dates du Filpac Tour ci-dessous).

Et aussi ...

Les participants à la réunion ont souhaité affirmer l'esprit de solidarité qui les anime et leur soutien plein et entier aux camarades de *La Marseillaise* et des SAD qui luttent pour leur avenir et pour une presse libre et pluraliste.

* Titres/Groupes représentés à l'AG des 26 et 27 août 2020 :

Est Républicain (Groupe EBRA) - MOP (Imprimerie Méditerranée Offset Presse), Syndicat du Livre de Vitrolles - Voix du Nord Groupe La Voix, Syndicat du Livre de Lille - Le Courrier de l'Ouest - Nice Matin - Nouvelle République du Centre-Ouest - Le Télégramme - Ouest-France (Nantes et Rennes), Syndicat du Livre de Rennes - Publihebdos (Groupe Sipa Ouest France), Info'Com CGT - La Provence - La Marseillaise - Sud-Ouest (Groupe Sud-Ouest), Syndicat du Livre de Bordeaux.

Filpac Tour



- ➡ 7 septembre à Morlaix (Le Télégramme)
- ➡ 8 septembre à Rennes (Ouest France)
- ➡ 9 septembre à Angers (Le Courrier de l'Ouest)
- ➡ 10 septembre à Tours (La Nouvelle République du Centre Ouest)
- ➡ 14 septembre à Bordeaux (Sud-Ouest, imprimerie Pyrénées Presse) et Angoulême (La Charente Libre).
- ➡ 15 septembre à Toulouse (La Dépêche du Midi) et Montpellier (Midi-Libre)
- ➡ 16 septembre à Nice (Nice Matin)
- ➡ 17 septembre à Marseille (La Provence et La Marseillaise).
Participation au mouvement national lancé par la CGT.
- ➡ 21 septembre à Rouen (Paris Normandie) et Lille (Voix du Nord)
- ➡ 22 septembre à Reims (L'Union de Reims)
- ➡ 23 septembre à Nancy (L'Est Républicain)
- ➡ 24 septembre à Strasbourg (Les Dernières Nouvelles d'Alsace)
- ➡ 28 septembre à Grenoble (Le Dauphiné Libéré)
- ➡ 29 septembre à Lyon (Le Progrès)
- ➡ 30 septembre à Clermont-Ferrand (La Montagne)

Montreuil, le 31 août 2020